

03/10/14 15:43:00 Copyright 1993 Canadian Press

 SOMMET-FRANCOPHONE
 LEAD-Canada (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - Devonu depuis plusieurs années un promoteur de la paix à travers le monde, le Canada entend intensifier ce rôle auprès des pays de la francophonie.

«Le secrétaire des Nations unies Boutros-Ghali a publié récemment un Agenda pour la paix. C'est un agenda qu'on aime bien et on va chercher à en répandre les idées», a expliqué hier le coordonnateur canadien, Jean-Paul Hubert, à quelques heures de l'ouverture du cinquième sommet de la francophonie qui se déroulera dans la petite République de Maurice, dans l'océan Indien.

C'est ainsi qu'en prévision de la tenue de ce Sommet, la délégation canadienne a été mandatée pour rédiger certains documents de réflexion qui seront soumis à compter de samedi aux chefs d'Etat des 46 pays et gouvernements qui seront à Maurice.

Les textes qui ont été conçus traitent de problèmes internationaux bien concrets: les conflits qui déchirent le Rwanda, le Libéria, la Somalie, l'Angola, le Mozambique ou l'Afrique du Sud.

La réputation du Canada acquise lors des nombreuses missions de paix lui donne une crédibilité sur la scène internationale et francophone, estime M. Hubert.

«Nous tenons un langage qui parle de promotion de la paix, de respect des droits», rappelle-t-il.

M. Hubert est le coordonnateur («sherpa» dans le jargon diplomatique) du Canada, c'est-à-dire le représentant de son pays dans les phases de préparation du Sommet. C'est un diplomate de carrière qui a été longtemps ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Déjà, en 1989, le Canada s'était fait le défenseur auprès des autres pays francophones de certains types de missions de paix, comme l'envoi d'observateurs lors de la tenue d'élections en Haïti.

Le Canada se fixe également comme objectif d'aider économiquement les pays plus pauvres de la francophonie, en dépit de ses propres difficultés économiques illustrées par son haut taux de chômage et par son déficit accumulé qui frise les 500 milliards de dollars.

Ici, le discours canadien est moins bien reçu, surtout à la suite de la récente décision du gouvernement de geler les montants de son aide internationale consentie aux pays en voie de développement.

Mais le Canada peut toujours faire valoir qu'il n'a pas réduit ses contributions aux institutions francophones, qui atteignaient 12,5 millions \$ en 1993.

On prévoit même dégager une somme de deux millions de dollars pour mettre en place certains programmes d'aide à l'enfance.

Enfin, le Canada, reconnaît, à l'instar de presque tous les pays francophones, que la langue française demeure menacée face à l'anglais sur la scène internationale.

Des personnalités politiques de la France ont d'ailleurs déjà porté plainte contre la marginalisation de la langue française dans certaines instances internationales comme les Nations unies ou le Comité olympique.

14.